

Notions clés · le contrat démocratique

Exemplarité · exigence d'un comportement irréprochable des élus · respect des lois, refus du conflit d'intérêts.

Transparence · obligation de **rendre compte** de ses décisions, ressources, intérêts.

Légitimité · ne s'acquiert pas une fois pour toutes · s'entretient par les comportements.

Conflit d'intérêts · situation où l'intérêt privé d'un agent peut influencer ses décisions publiques.

Pourquoi ? Sans confiance, le système démocratique se vide de sa substance. Restaurer le lien entre élus et citoyens.

Affaires et menaces sur la confiance

Lobbying · influence des groupes d'intérêts sur les décideurs · légal mais opaque parfois.

Corruption · agent public utilisant sa fonction à des fins privées · illégal.

2013 **Affaire Cahuzac** · ministre du Budget, fraude fiscale, dissimulation de fonds en Suisse.

2017 **Affaire Fillon** · emplois fictifs, condamnation 2020 · révèle l'écart entre discours et pratique.

Spectacularisation · prédominance de l'image sur le fond, sondages permanents.

HATVP · Haute Autorité (2013)

11/10/2013 **Loi transparence vie publique** · réponse à l'affaire Cahuzac · présidence Hollande.

Missions · vérifier les **déclarations de patrimoine** et **déclarations d'intérêts** des élus et hauts fonctionnaires.

Champ · ~ 19 000 responsables publics (parlementaires, ministres, élus locaux, hauts cadres).

Pouvoirs · publication, sanctions, saisine de la justice.

Registre des lobbyistes tenu depuis 2017 · plus de 2 800 inscrits.

Sapin II · lanceurs d'alerte (2016)

09/12/2016 **Loi Sapin II** · transparence, anti-corruption, modernisation économique.

AFSA · Agence française anticorruption · contrôle entreprises et administrations.

Lanceurs d'alerte · protection juridique pour qui révèle un crime ou une atteinte grave à l'intérêt général.

Figures · Edward Snowden (NSA 2013), Antoine Deltour (LuxLeaks 2014), Irène Frachon (Mediator).

Loi 2022 · transposition de la directive UE · renforce la protection.

Tableau des organes et lois de la transparence

organe / Loi	Date	Rôle principal
CSA → ARCOM	1989 → 2022	Régule audiovisuel · pluralisme · numérique · lutte contre désinformation
Commission Nationale des Comptes de Campagne	1990	Contrôle financement des campagnes électorales
HATVP	2013	Patrimoine · intérêts · lobbying · prévention conflits d'intérêts
Sapin II + AFA	2016	Anti-corruption · alerte interne · registre lobbying
Loi confiance vie politique	2017	Fin de la réserve parlementaire · pas d'embauche familiale
Open data (loi pour une République numérique)	2016	Données publiques en libre accès · data.gouv.fr

Désinformation · l'autre menace

Fake news · 6x plus de retweets qu'une vraie info (MIT 2018).

Loi 22 déc. 2018 · contre la manipulation en période électorale.

ARCOM · régule depuis 2022 les plateformes numériques.

EMI · éducation aux médias · CLEMI.

Cambridge Analytica 2016 · ciblage algorithmique.

Chiffres clés

~ 35^e

Rang RSF FR 2024

19 000

élus HATVP

2 800

lobbyistes inscrits

59 % Français défiant envers les médias (Kantar 23).

67 % jugent politiques corrompus (Cevipof 23).

Piège : distinguer **lobbying** (légal) et **corruption** (illégal).

Synthèse · comment restaurer la confiance entre élus et citoyens ?

1. Constat · affaires (Cahuzac, Fillon), lobbying, désinformation.

2. Réponses · HATVP 2013, Sapin II 2016, ARCOM 2022. **3. Citoyen** · vigilant, lanceurs d'alerte.

Exemplarité

Comportement irréprochable attendu des élus.

Lobbying

Influence légale des groupes d'intérêts sur les décideurs.

HATVP

Haute Autorité Transparence Vie Publique · 2013.

Lanceur d'alerte

Citoyen qui révèle des faits graves au nom de l'intérêt général.

Open data

Mise à disposition libre des données publiques.